Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 34 (1976)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Taux d'intérêt, plus-values et épargne en France et dans les nations occidentales [1]

« Il faut aujourd'hui une confiance qui s'apparente à de la foi pour supposer l'existence d'une théorie de l'intérêt. » Telle est la remarque désabusée du professeur Alain Cotta en fin d'un ouvrage (p. 188) qu'il consacre à l'étude des rémunérations du capital. Aucun économiste ne lui donnera tort. Des multiples théories émises au siècle dernier et au début du nôtre tendant à expliquer le taux d'intérêt et ses variations, aucune ne résiste à l'épreuve des faits. L'intérêt est une réalité sans théorie. Si cela est vrai à notre époque, il est possible qu'il n'en ait pas toujours été ainsi et que certaines théories aient été vérifiées jadis.

Les recherches de l'auteur s'appliquent à quatre nations : la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. M. Cotta examine successivement l'évolution à court et à long terme (un siècle) du taux d'intérêt nominal, du taux réel et des plus-values enregistrées par les patrimoines. Il arrive que les conclusions auxquelles il aboutit tombent sous le sens commun. Par exemple, il n'est pas absolument indispensable de se livrer à de longues recherches statistiques et à de laborieux développements mathématiques pour conclure que « lorsque l'endettement a un coût (intérêt réel positif), la croissance du capital (de l'endetté) est d'autant moins rapide que ce coût est élevé ». C'est toutefois là l'exception, car l'ouvrage est très riche d'enseignements. Ce qui n'est souvent que vaguement pressenti par chacun est ici confirmé sur la base des faits et de la façon la plus rigoureuse.

Le taux d'intérêt réel est défini par la différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation. Dans toutes les grandes économies occidentales, le taux *d'intérêt nominal* se caractérise, depuis près de dix ans, par un mouvement de hausse à oscillations croissantes. Il est impossible d'expliquer ces fluctuations par une seule variable. Il semble d'ailleurs que la recherche d'une explication aboutisse à des conclusions très différentes selon les pays. Ainsi, dans les trois nations européennes considérées, les données extérieures (variation du taux nominal dans les autres pays et singulièrement aux Etats-Unis ; évolution des cours du change ; etc.) paraissent l'emporter nettement, en influence, sur les données intérieures. Celles-ci sont au contraire déterminantes dans le cas des Etats-Unis. Encore l'influence extérieure paraît-elle s'exercer de façon très inégale selon qu'il s'agit de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne fédérale. Ainsi, pense M. Cotta, les chiffres finissent par révéler les grands choix économiques et politiques. De telles divergences prouvent ni plus ni moins la non-construction de l'Europe (p. 61).

A long terme, et grossièrement évalué, le taux d'intérêt nominal est indépendant de l'inflation autant que de la croissance. Il ne peut être expliqué ni par l'une ni par l'autre. A court terme, la relation est mieux dégagée entre inflation et taux d'intérêt nominal, mais non entre celui-ci et la croissance. De toute manière, les fluctuations de ce taux ne traduisent pas fidèlement celles de l'inflation. Elles sont considérablement moins marquées. Une telle conclusion doit cependant être nuancée en fonction des pays considérés.

Cela étant posé, il en découle logiquement que le taux d'*intérêt réel* marque une très grande sensibilité à l'égard de l'inflation. Lorsque celle-ci croît fortement, comme tel est le cas à notre époque, et que le taux nominal s'élève sensiblement moins, l'intérêt réel ne peut que diminuer beaucoup. On constate effectivement que l'amplitude de ses variations est considérablement plus accusée que celle du taux nominal. Depuis quelques années le taux réel est même négatif en plusieurs pays, alors que le taux nominal s'est élevé.

A long terme, une quadruple constatation se dégage des chiffres : la baisse du taux réel, la constance du taux nominal, la hausse du taux de croissance et celle du taux d'inflation. Au mieux, pense M. Cotta, le rendement net du placement financier pourrait stagner, mais une telle probabilité est faible : « On ne voit guère de raisons pour que le taux réel ne finisse par devenir franchement négatif. » Une conclusion est tirée par l'auteur après l'avoir été par des millions d'épargnants trompés et spoliés : les individus ne peuvent plus stocker leur travail sans le perdre en partie (p. 215).

Au sein de nos sociétés modernes, l'inégalité essentielle n'est plus celle des revenus. Elle est, à l'évidence, celle des patrimoines. Le taux d'intérêt réel étant à long terme quasi nul, il n'est plus possible de s'enrichir grâce au rendement nominal de sa fortune mobilière. Pourtant, certains s'enrichissent. La redistribution des fortunes nettes, pense notre auteur, suppose une politique d'endettement réussie, c'est-à-dire consentie à l'avantage des actifs à taux de plus-value aussi élevé que possible.

Dans cette direction, la préférence pour les actifs physiques est d'abord celle pour la *propriété bâtie*. Cette tendance est permanente. Elle s'affirme avec plus de vigueur encore à l'occasion des vicissitudes de l'inflation. La montée de l'endettement caractérise notre époque, et l'endettement est avant tout l'acquisition du logement. La croissance des actifs est aujourd'hui le fruit de ce que M. Cotta appelle « l'endettement démocratique » bien davantage que de l'épargne courante issue des revenus.

En prédisant la baisse à long terme du taux de profit, Marx était certainement dans l'erreur, estime notre auteur. Comme l'atteste la hausse prononcée des taux de croissance depuis 1860, le taux de profit n'a sûrement pas baissé, sinon une telle masse d'investissements serait le phénomène le moins expliqué qui soit. L'accélération de la croissance depuis 1945 n'a pu s'opérer qu'à profits eux-mêmes croissants et à taux de profit au moins constant. En revanche, c'est le taux d'intérêt réel qui n'a cessé de s'amenuiser, au point de devenir fréquemment négatif. C'est là une évolution que Marx n'avait pas prévue.

On voit par là l'originalité d'une étude au sujet de laquelle il y aurait beaucoup de bien à dire encore.

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] Alain Cotta : *Taux d'intérêt, plus-values et épargne en France et dans les nations occidentales* ; Presses universitaires de France, Paris 1976 ; 224 p.

Pouvoir et Economie [1]

L'ambition du professeur François Perroux est de s'en prendre non à telle ou telle théorie économique particulière, mais de ruiner semble-t-il les fondements

mêmes sur lesquels l'économie traditionnelle s'est construite. L'ouvrage est donc essentiellement critique. On connaît la thèse centrale du grand économiste français selon lequel « la force, le pouvoir et la contrainte sont des objets congénitalement étrangers à la science moderne de l'économie ». Formulé comme chacun sait en 1948 dans la célèbre *Esquisse d'une théorie de l'Economie dominante,* le reproche est repris ici et formulé avec beaucoup de méthode par celui qu'on peut considérer peut-être comme un lointain disciple de Vauvenargues. Voyons l'articulation de sa critique.

Partant du principe que la force est exclusivemnt réservée aux organes de la société politique, donc à l'Etat, on en conclut trop simplement — et très arbitrairement — que le pouvoir est exclu du jeu de l'économie privée. C'est une grave erreur, prévient l'auteur depuis trente ans. Dans un système social, le pouvoir se rencontre à tous les niveaux : au sommet, à la base et dans les zones intermédiaires. Le pouvoir et l'effet de domination qu'il induit ne se limitent pas davantage, en économie, au seul monopole. Ses manifestations sont partout observables.

Il ne serait pas juste de dire que l'économie politique est une science des moyens et non une science des fins, celles-ci ressortissant à la morale et à la politique. Tout s'interpénètre et s'enchevêtre. Une science humaine des purs moyens coupés des objectifs et des valeurs est impensable. Il est d'ailleurs non moins exclu d'édifier une science des objectifs ou des fins en omettant la pesée des conditions et des moyens qu'il faut bien prendre en compte.

Pour ces raisons et pour d'autres encore, l'équilibre walrasien n'est qu'une construction de l'esprit détachée de toute réalité. Il s'agit de l'équilibre mécanique d'un ensemble de choses privé d'opérateurs. Les agents (êtres humains) ne s'intègrent dans le système qu'à la condition de se comporter eux-mêmes comme des objets. Ils perdent toute individualité. Ils sont sans passions, sans pouvoirs, sans véritable volonté. Ils disparaissent derrière les choses. Ainsi l'économie marchande, purifiée, « idéal-typisée », située dans son univers fait de liberté et d'égalité, exclut tout pouvoir par construction même.

Notre auteur ne prétend pas tirer parti de cette critique pour apporter de l'eau au moulin de certains marxistes modernes, L. Althusser en particulier. Au contraire, il se plaît à relever une curieuse similitude dans les deux démarches, celle des traditionnalistes et celle des disciples de Marx. Pour beaucoup de marxistes aussi l'agent est effacé, car il disparaît au profit de la structure de la production. Le rapport de production est seul effectif et décisif. Comme dans la pensée traditionnelle, l'agent est chez eux sans pouvoir propre. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui découle à l'évidence des thèses du matérialisme historique ?

La réalité est très différente. Elle est composée d'un univers d'agents essentiellement hétérogènes, différents les uns des autres et, par conséquent, *inégaux* les uns par rapport aux autres. Ces agents ne sont pas isolés. Ils ne forment pas des unités élémentaires entrant immédiatement en relations les uns avec les autres. Chacun est situé dans un ensemble, et même dans plusieurs groupes. Les relations de pouvoirs qui sont engendrées des rapports ainsi établis ne sont plus intelligibles quand on veut arbitrairement les isoler des réseaux de pouvoirs où elles se situent.

Walras et Pareto sont profondément dans l'erreur lorsqu'ils supposent l'homogénéité des agents, des biens, des services. Une hypothèse aussi contraire à la réalité ne leur était pas moins nécessaire, car « de là découle la cohérence des conceptualisations et de la mathématisation » (p. 81). De là aussi les dangers des mélanges statistiques en macro-économie : « Ce n'est pas en confiant au cerveau ou à la machine une masse de données quantitatives que l'on transforme des symbolisations et des concepts sans rigueur en symbolisations et en concepts rigoureux » (p. 107).

La vie économique telle qu'elle se déroule sous nos yeux est faite de stratégie, de combinaisons de paris et de pouvoirs, d'affrontements qui ne débouchent ni sur la lutte à mort, ni sur le compromis sans lutte (Hegel ne l'avait-il pas déjà vu ?). Une telle dynamique n'est pas réservée aux monopoles et aux grands groupements. Elle est le fait de tous et de chacun. La violence est implicite, admet le professeur Perroux. L'inégalité est inéliminable. Partout se livre le combat des Voraces et des Coriaces. La liberté de refuser l'échange n'existe pas toujours. La contrainte pure et simple se déguise trop souvent en échange prétendûment commercial.

Pour l'auteur, la question n'est pas de savoir si le modèle proposé par l'économie traditionnelle ou par l'économie marxiste *simplifie* la réalité, car c'est par essence le fait de tout modèle. La question est de dire si de tels modèles ne *détruisent* pas la réalité. Effectivement, le problème est là et le lecteur en est bien conscient. A lui de répondre sur la base des pièces versées au dossier du procès intenté à l'économie politique traditionnelle par le professeur Perroux.

Il y a tout lieu de penser qu'à la suite de l'étude d'un ouvrage aussi passionnant (et passionné) le lecteur se posera encore une seconde question. Admettons qu'il ne soit réellement pas possible d'édifier une théorie économique non destructrice de la réalité sans y inclure les sentiments, les fanatismes, les ambitions de toute nature de l'agent économique, de chaque agent en particulier puisque tous se distinguent profondément des autres par leur individualité et leur personnalité. Dans ces conditions, une théorie économique, nécessairement caractérisée par sa généralité, est-elle encore possible ? Admettons la thèse de Bertrand Russel prise en compte par François Perroux, et convenons que de tous les désirs de l'homme les plus puissants sont les désirs de pouvoir et de gloire ou de vanité. Marxistes et économistes traditionnels se tromperaient donc en supposant que l'intérêt personnel de caractère économique peut constituer un motif d'action fondamental. Y a-t-il encore place, alors, pour une science économique présentant certains caractères spécifiques par rapport à la politologie ou à la sociologie ? Et ne commet-on pas peut-être une certaine confusion entre la recherche de l'optimum (économique) et l'usage fait des résultats obtenus (pouvoir et vanité) ?

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] François Perroux : *Pouvoir et Economie* ; Dunod, Paris 1974 ; 139 p.

Unités actives et mathématiques nouvelles [1]

Ce nouvel ouvrage de François Perroux est brièvement mais substantiellement préfacé par André Lichnerowicz, membre de l'Institut et lui aussi professeur au

Collège de France. Le mathématicien nous dit sa méfiance à l'égard d'une certaine « idolâtrie des modèles » qu'il considère comme une forme de terrorisme pseudo-scientifique. Il ne rappelle pas moins opportunément que la seule démarche jusqu'ici connue des scientifiques consiste à examiner le fonctionnement d'un système partiel sans être obligé de prendre en compte la totalité de l'univers.

L'auteur s'attaque ici plus particulièrement aux théories de l'équilibre général issues de Walras et de Pareto. Il critique plutôt les disciples que les maîtres à l'égard desquels il nourrit une profonde admiration. Selon lui, Walras a été non seulement le plus grand théoricien de l'économie de marché, mais aussi le moins obsédé par elle si l'on considère la totalité de son œuvre. Quant à Pareto, c'est une partie seulement de son enseignement — l'échange entre égaux — qui fut utilisée et systématiquement développée par les néoclassiques. Il aurait fallu mettre en lumière l'autre face de la pensée parétienne, l'échange entre inégaux, tâche à laquelle François Perroux se consacre inlassablement. La présente étude, dont la démarche est assez semblable à celle suivie dans le précédent ouvrage, en témoigne une nouvelle fois.

Bien que l'illusion contraire soit fort répandue, il faut bien dire que la théorie usuelle de l'équilibre général est, pour le statisticien d'action, d'un très mince secours, écrit notre auteur. En 1975, un brutal fléchissement de la croissance se produit. Les responsables politiques et économiques observent. Ils doivent même agir. Trouvent-ils quelque secours dans la théorie de l'équilibre général ou dans ses modèles ? Non. Ils en sont réduits à « recourir à des supputations empiriques de tendances qu'aucun analyste compétent ne voudrait confondre avec un sentier d'équilibre, même en un sens rigoureux de cette expression » (p. 200). La théorie traditionnelle est donc fautive. Il importe de montrer clairement où se situe l'erreur.

En d'autres termes, à partir de quel moment la simplification indispensable à laquelle procède la théorie *détruit* la réalité qu'elle a mission de traduire, et n'est donc plus significative ? A partir du moment, répond Perroux, où l'agent, pièce maîtresse de toute économie, est littéralement éjecté du modèle. Cet agent n'est pas l'objet inerte qu'on nous dit. Il n'est pas soumis à une constellation de forces auxquelles il n'aurait aucune part et dont il subirait passivement l'effet. Il est acteur, certes sous contraintes variées et multiples, mais néanmoins acteur. L'homme n'est pas un automate. La tendance naturelle à s'unir contre le plus fort, à elle seule, suffit à faire douter d'un comportement fondé uniquement sur les calculs rationnels découlant des coûts et des rendements escomptés.

Ce qui est vrai de l'homme ne l'est pas moins des groupements qu'il forme et qu'il défait au gré de sa volonté et de ses possibilités. En économie traditionnelle, ce sont les biens, donc les choses qui « font le poids » et non pas les hommes. Il est curieux de voir que ceux-ci ne sont dépouillés de leur activité ni par la biologie, ni par aucune des sciences sociales, sauf l'économie politique. Pourtant, une inspiration pratique et des modèles opérationnels ne sont possibles que si l'on se refuse à éluder les structures sociales (institutions) et les structures sémantiques (structures des messages et des significations) que comportent les opérations et les institutions. L'économiste n'a pas le droit d'isoler l'économie de la société, afin de mieux l'étudier, car il détruit alors la réalité et travaille sur une matière idéalisée sans aucun rapport avec le milieu économique réel. « L'économie et la société sont des réseaux de relations ambiguës et ambivalentes entre agents et groupes d'agents :

des *conflits-coopérations*, des *luttes-concours*. La composante conflictuelle ne serait éliminée qu'au prix d'une déformation radicale et d'une perte d'intelligibilité essentielle » (p. 5). Pour toutes ces raisons, c'est la notion même de l'équilibre économique qui est explicitement remise en cause.

Certes, l'intégration de la théorie des jeux à l'économie politique est un progrès sensible, qui impose une revision déchirante de la structure walraso-parétienne. Les agents font ainsi leur apparition dans la construction théorique de l'économie. Mieux encore, ces agents sont d'emblée considérés comme inégaux. On assiste à des rencontres variées de stratégies différentes. Personne ne subit plus passivement le prix imposé par le marché idéalisé de la concurrence parfaite.

Toutefois, ce n'est là qu'un premier pas et nous sommes encore fort éloignés de la réalité, ceci pour deux raisons au moins. D'une part, la théorie des jeux postule la constance des règles du jeu. Or, dans la réalité des luttes-concours, les règles sont en brusque et perpétuelle transformation. D'autre part, la théorie des jeux est statique, alors que la réalité économique considère des actions enchaînées dans une suite de temps au cours desquelles la quantité et la qualité des informations reçues par les joueurs laissent entrevoir une pluralité d'issues.

Une critique aussi radicale n'est pas sans accuser quelque rapport avec celle qu'adressaient au siècle dernier les Historistes allemands à l'homo oeconomicus. Celui-ci non plus n'est pas un agent ; il est simple caricature de l'individu, pauvre robot privé de toute initiative. Pourtant, l'économie politique traditionnelle a survécu à la critique des Historistes, non sans en tirer parti d'ailleurs. Une telle vitalité n'est certes pas une preuve suffisante de la valeur scientifique. Elle est cependant un indice tendant à laisser penser que tout, dans la construction, n'est peut-être pas totalement faux. Finalement, l'agent économique a-t-il oui ou non un comportement rationnel ? Le cas échéant, y a-t-il réellement, le plus souvent, mille façons différentes de s'y conformer ?

De plus, la question trop brièvement soulevée par Lichnerowicz et rappelée au début demeure posée. Il nous paraît que l'effort si remarquable accompli par le professeur François Perroux tend moins, au total, à nous faire opter contre une science économique qui ne serait pas scientifique et pour une science différente qui le serait réellement, qu'à nous offrir le choix entre ce qui existe d'une part et l'impossibilité de fonder une connaissance de type général en économie d'autre part. Un tel ouvrage intéressera donc chacun au plus haut point : les amateurs de modèles qui sont malmenés, les sceptiques qui sont encouragés, les traditionalistes — marxistes ou non — qui sont échaudés, les critiques qui sont comblés.

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] François Perroux : *Unités actives et mathématiques nouvelles* ; Dunod, Paris 1975 ; 274 p.

L'équilibre macroéconomique [1]

Dans sa préface, le professeur Jean Marchal laisse entendre qu'il s'agit d'un travail rédigé par des « ultra-keynésiens ». Tel paraît être effectivement le cas, compte tenu de l'importance donnée à l'analyse de l'équilibre global par les courbes I-S et

L-M, credo des keynésiens de stricte obédience. L'ouvrage est destiné aux personnes disposant déjà d'un minimum de culture économique. Certains chapitres n'exigeront pas moins application, courage et obstination. Un tel effort devrait être récompensé, nous promet-on à juste titre, par une meilleure compréhension du réel.

Après le rappel opportun de quelques définitions des concepts utilisés en macroéconomie (variables ex ante et ex post ; variables endogènes et exogènes ; dynamique et statique comparative ; notions de stocks et de flux), un second chapitre est réservé à la comptabilité nationale. Ici également nous serons en face principalement de définitions et de quelques équations élémentaires, exposées avec beaucoup de bonheur.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse macroéconomique du court terme. Alors que pour des raisons essentiellement didactiques on suppose d'abord un niveau général des prix constant, on tiendra compte d'une modification de ce niveau au cours de la troisième partie du livre. L'objectif final est de montrer comment, dans l'économie, le produit national, le taux d'intérêt et le niveau général des prix sont déterminés simultanément en vue d'assurer l'équilibre sur les divers marchés. La fonction de consommation, celle d'épargne et celle d'investissement sont successivement étudiées, après quoi l'activité gouvernementale, puis le commerce extérieur, sont introduits dans le schéma. L'efficacité marginale du capital et le multiplicateur jouent dans l'explication un rôle de premier plan, conformément à l'économique keynésienne.

Un chapitre est réservé aux choix monétaires et financiers. Les demandes de transaction, de précaution et de spéculation sont tour à tour passées en revue. L'enseignement essentiel qui s'en dégage est que, contrairement à l'optique pré-keynésienne, la monnaie peut bel et bien être l'objet d'une demande pour elle-même — et non seulement à des fins transactionnelles — en fonction des prévisions de chacun quant à l'évolution future des taux d'intérêt. L'équilibre général des marchés sera donné par l'intersection des courbes I-S et L-M.

Les auteurs parviennent ainsi à expliquer logiquement pourquoi il est inexact d'affirmer que le taux d'intérêt est un phénomène purement monétaire ou le résultat de l'équilibre entre offre et demande de titres. L'efficacité de la politique budgétaire par rapport à celle d'une politique monétaire ne peut être jugée dans l'absolu. Une telle efficacité est largement tributaire des circonstances qui prévalent lors de leur mise en œuvre.

La quatrième partie de l'ouvrage intitulée « De la théorie à la lecture des faits » est d'une nature différente des précédentes. Il est vrai que dès les premières pages du livre nos auteurs paraissaient tourmentés par certains scrupules. « La théorie macroéconomique, écrivent-ils, est en réalité une application de la théorie de l'équilibre général. Malheureusement, cette théorie si riche soit-elle offre peu de possibilités d'applications utilisables dans des domaines aussi importants que celui de la politique économique » (p. 18). Voilà qui n'est pas très rassurant. Il fallait justifier une telle opinion.

MM. Eeckhoudt et Falise consacrent donc à ces éclaircissements la dernière partie de l'ouvrage, car « on ne peut qu'être frappé de l'hiatus considérable qui se présente entre les deux types d'approche », théorique et d'observation des faits. « L'outil théorique paraît en effet mince et impuissant au regard de la masse des

faits, de leur désordre, voire de leurs contradictions » (p. 291). Le réel s'avère toujours plus divers, plus complexe que l'analyse théorique la plus élaborée. Les conjonctures économiques ne se présentent jamais de façon identique, ni dans le temps ni dans l'espace. Chacune d'elles est un cas particulier qui mérite une étude propre. Il n'est donc pas de théorie macroéconomique qui puisse fournir la solution de politique conjoncturelle toute prête à être appliquée. On voit qu'une telle conception de la macroéconomie n'est pas très éloignée, tout compte fait, de la critique de François Perroux.

Les auteurs exposent ensuite quelques aspects d'une politique conjoncturelle moderne. Ils décrivent les caractères de l'inflation par la demande et de l'inflation par les coûts. Cette dernière tend à se généraliser, dans l'espace et dans le temps, sous l'action des forces syndicales. Ainsi, un chômage même sensible ne parvient plus à éviter les hausses de salaires. Il faudrait, pour stabiliser l'accroissement des revenus au niveau de la productivité, un degré de chômage qu'aucun Etat industriel moderne ne peut plus aujourd'hui tolérer pour des raisons politiques évidentes. C'est alors la *stagflation* (ralentissement marqué de la croissance et hausse du niveau général des prix) ou la *slumpflation* (diminution du volume de la demande en termes réels et hausse des prix).

Le problème qui se pose est celui-ci : étant reconnu comme un fait d'expérience que les politiques monétaire et budgétaire parviennent à résorber un excès de demande, sont-elles également de quelque efficacité contre l'inflation par les coûts ? Nos auteurs en doutent beaucoup (p. 352), et nous autant qu'eux. On sait toute l'importance de ce problème, pour notre pays en particulier alors qu'un nouveau projet d'article conjoncturel dans la Constitution fédérale est à l'étude. Faut-il donc pratiquer résolument une politique des revenus ? Le problème est moins économique que politique. L'extension du dirigisme serait considérable, à moins que l'Etat parvienne à compter sur le consensus des partenaires sociaux. Mais celui-ci, nous dit-on, reste le plus souvent limité...

MM. Eeckhoudt et Falise notent encore une évolution certaine de la sensibilisation de l'opinion publique et des pouvoirs politiques à l'égard des inconvénients structurels de l'inflation. Il faut donc s'attendre à des actions plus énergiques en vue de la freiner. On croit de moins en moins aux avantages que l'inflation est censée présenter, presque toujours à tort. Mais que faire, si cette inflation est provoquée par les coûts et non par la demande, et si une politique des revenus est aléatoire, selon l'opinion de nos auteurs ? Ils ne nous le disent pas, dans cet ouvrage par ailleurs si intéressant. Peut-être est-ce alors bon de se souvenir de cette parole de Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on ne les essaie pas, mais c'est parce qu'on ne les essaie pas qu'elles sont difficiles. »

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] Louis Eeckhoudt et Michel Falise : *L'équilibre macroéconomique* ; Les Presses de l'Université Laval, Editions Cujas ; Paris 1976 ; 375 p.

La région Centre-Jura [1]

Les auteurs, le professeur Denis Maillat, de l'Université de Neuchâtel, et M. Jean-Pierre Pellaton, assistant, précisent d'emblée que leur étude est dépouillée des aspects

techniques de l'analyse et des développements théoriques qui lui sont sous-jacents. Il s'agit donc essentiellement de la description et de l'analyse minutieuse d'une région appelée Centre-Jura. Celle-ci s'est constituée le 3 octobre 1970 entre 2 districts du Jura neuchâtelois (La Chaux-de-Fonds et Le Locle), 13 communes franc-montagnardes (sur 17), 9 communes de l'Erguel (sur 18 que compte le district de Courtelary) et 2 communes du district de Moutier (sur 34). L'intention était de décider d'une attitude commune face au projet de construction de la route Transjurane. Du même coup, il a été convenu de mettre sur pied un groupe de travail chargé d'examiner les problèmes économiques de la région.

D'une façon générale, ces problèmes sont semblables à ceux que l'on rencontre dans de nombreux endroits du pays qui n'ont pas beaucoup profité de l'expansion rapide de la période d'après-guerre. Certains traits particuliers doivent cependant être relevés. D'abord, il s'agit d'une région frontière. Ensuite, Centre-Jura est une « région industrielle par excellence, marquée par la prépondérance d'une monoindustrie : l'horlogerie » (76 % des emplois industriels en 1973). Le souci des responsables de ces communes est né du fait que la région est moins prospère qu'autrefois. Peuplé d'un peu moins de 90 000 habitants, Centre-Jura est formé d'un mélange de communes rurales et de communes urbaines. Le nombre de ses habitants a connu d'importantes fluctuations depuis le début du siècle. On constate comme ailleurs un mouvement de concentration au profit des communes urbaines. L'âge moyen s'élève non seulement parce que la natalité baisse (vieillissement par la base), mais à la suite de migrations dont l'importance ne peut être ignorée.

La chance de Centre-Jura est de pouvoir être reconnu comme une région de montagne au sens de la conception générale développée par le Conseil fédéral en 1971. Quant à ses difficultés économiques, elles proviennent entre autres circonstances du fait que le caractère de région de montagne se double de celui de région frontalière. Comme les participants au Colloque de Bruxelles en novembre 1970, ou à Genève en 1975, nos auteurs regrettent que la frontière soit encore considérée comme une ligne et non comme une zone, un espace original, un territoire de fusion. En effet, ce n'est pas le Doubs qui constitue le principal obstacle entre le Jura français et le Jura suisse, c'est la frontière. On sait que celle-ci ne facilite guère les investissements des voisins situés au-delà. Les firmes locales sont elles-mêmes tentées d'investir à l'intérieur du pays, dans des régions plus centrées. Les entreprises nationales se méfient un peu des régions frontalières et des risques qu'elles présentent.

La proximité de Bienne et de Neuchâtel n'offre pas non plus que des avantages. Il se pourrait que Centre-Jura finisse par tomber dans l'orbite de ces localités industrielles. Car « ce qui semble certain, c'est que l'une ou l'autre des deux villes — ou les deux — sont bien situées pour se développer encore et devenir des centres principaux » (p. 274).

Un certain nombre d'idées-force sont développées, ou simplement soulevées dans cette étude et lui confèrent un intérêt évident. En effet, il sera toujours bon de ne pas dissimuler les contradictions constatées moins dans le principe même de la politique régionale et de l'aménagement du territoire que dans l'engouement excessif qu'on témoigne parfois à l'égard de ces politiques nouvelles. Ainsi, on ne saurait nier quelque opposition entre la croissance économique nationale rapide et une meilleure répartition du développement dans l'espace. Cette dernière ambition ne peut se

réaliser que par l'introduction de contraintes, de servitudes, d'hypothèques et de limites. Elle constitue donc un frein à la croissance spontanée de l'appareil économique national. Entre les deux, il faut établir une priorité. Avec beaucoup de réalisme, nos auteurs admettent qu'il faut s'attendre à ce que la Confédération agisse finalement plutôt dans un sens de la poursuite de la croissance économique.

De plus, l'économie suisse se trouve aujourd'hui confrontée avec des problèmes de restructuration. La nécessité d'effectuer certaines concentrations se fait nettement sentir, en particulier dans l'industrie horlogère qui joue un si grand rôle au sein de Centre-Jura. Or, la concentration n'est guère propice à un meilleur développement régional. C'est une contradiction supplémentaire qu'il importe de surmonter.

Ce développement régional doit être essentiellement axé sur l'industrie. Nos auteurs se livrent à une certaine démystification du secteur tertiaire, aujourd'hui plus opportune que jamais. Ils distinguent soigneusement deux formes de tertiaire, induit et autonome. Le premier est tout naturellement engendré par l'extension de l'industrie (recherche, leasing, banques, assurances, intermédiaires du commerce et de l'industrie, etc.). Le second tertiaire est obtenu en jouant la carte politique (centres de formation ou de recyclage, cliniques, écoles internationales, etc.). Il peut constituer un appoint sérieux mais sera rarement un facteur déterminant.

On peut en dire autant, d'ailleurs, du tourisme. Il ne constitue pas un remède à l'émigration car les emplois qu'il peut susciter ne correspondent pas pleinement à la qualification, à la formation et aux aspirations de la grande majorité des émigrants potentiels. Cette activité saisonnière procure un revenu accessoire aux gens de la région. Il est douteux qu'elle soit jamais la base d'un développement souhaitable et de longue haleine.

Il faut également « s'enlever de l'idée que le développement régional doit être axé sur chaque localité » (p. 358). Pour avoir quelque chance de succès, il importe beaucoup que les objectifs du développement soient discutés, précisés, modifiés, affinés, approuvés par la population et ses organes politiques. Ce consensus général est indispensable. Il permet de « penser région » et non de raisonner exclusivement en fonction d'intérêts communaux. A notre époque de regroupements et de concentrations, il serait souhaitable que chacun comprenne, au sein de nos communes, que la poursuite d'un individualisme mal compris et dépassé ne peut qu'aboutir à la neutralisation et à la paralysie des efforts.

L'étude approfondie du professeur Maillat et de M. Pellaton est de nature à intéresser beaucoup non seulement ceux qui sont directement concernés par le développement de Centre-Jura, mais toute personne qui, en Suisse, se préoccupe de l'aménagement du territoire et des problèmes d'économie régionale.

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] Denis Maillat et Jean-Pierre Pellaton : *La région Centre-Jura ; étude des potentialités et des objectifs de développement* ; Groupe d'études économiques, Université de Neuchâtel, 1975 ; 374 p.

Les Régions transfrontalières de l'Europe [1]

A l'occasion de son assemblée générale, l'Association des instituts d'études européennes a organisé à Genève, les 23 et 24 janvier 1975, un colloque sur les Régions

transfrontalières. L'ouvrage sous revue reproduit les nombreuses communications présentées et l'essentiel des débats. Parmi les exposés, plusieurs ont un caractère très spécial et se réfèrent à des aspects particuliers, historiques, démographiques, politiques ou sociologiques du problème posé par les régions transfrontalières ou de certaines d'entre elles. D'autres conférences, telle celle de M. Denis de Rougemont, celle du président Henri Brugmans, ou le rapport de synthèse du professeur Dusan Sidjanski ont une portée générale.

D'emblée, M. Denis de Rougemont donne le ton dans un discours dont la forme particulièrement brillante s'allie à une remarquable concision de la pensée. Qui est responsable du gâchis dans lequel se débat la société moderne ? L'Etat-nation. « Ils sont 150 aujourd'hui, qui se partagent toute la terre sans reste ! » L'Etat-nation se fonde sur les dogmes de la religion stato-nationale, dont l'un des principaux est l'unité centralisée. Cet Etat est « né de la guerre et prépare à la guerre, uniquement et absolument, car à tout autre égard il est absurde » (p. 15). Il faut donc défaire et dépasser l'Etat-nation cause efficiente et immédiate de la crise mondiale et empêchement majeur à l'union de l'Europe. L'homme ne peut être libre et responsable qu'à l'échelle de la commune. Tocqueville l'avait d'ailleurs déjà bien vu et bien dit.

L'alternative à l'Etat-nation est la région, qui n'exclut nullement une certaine autonomie communale. La région dont il est ici question se caractérise par la frontière qui la divise. Or, la frontière est inséparable de l'Etat-nation. Elle est une cicatrice de l'histoire, dira H. Brugmans. Elle est une plaie de l'histoire, renchérira S. Kessler, président de l'Association des frontaliers. Elle est historique, et par conséquent arbitraire, précisera D. Sidjanski, car étant historique elle a été conçue en fonction d'autres facteurs que ceux à la lumière desquels nous l'examinons à présent.

Très opportunément, G. van der Auwera observe que les inconvénients de la frontière ne pourront jamais disparaître en Europe qu'au fur et à mesure que l'intégration européenne progressera. A défaut, toute solution partielle en faveur des régions frontalières est inconcevable ; elle n'aboutirait qu'à un déplacement des frontières. En d'autres termes, on ne peut résoudre le problème, il faut le supprimer en supprimant l'Etat-nation. Soit, mais nous n'en prenons guère le chemin, à croire Henri Brugmans pour qui l'intégration européenne souffre actuellement de stagflation : inflation verbale et stagnation factuelle...

En bon marxiste-léniniste, M. Riccardo Petrella, sociologue à Vienne, parviendrait sans trop de difficultés à détourner à jamais de nombreux lecteurs de toute idée de fédéralisation ou de régionalisation de l'Europe. Pour lui, en effet, la régionalisation économique est née en premier lieu comme une réponse aux déséquilibres régionaux créés par le développement du capitalisme centralisé. Pourtant, il ne semble pas que le pouvoir économique, dans les Etats marxistes, soit moins centralisé que chez nous, bien au contraire : la planification autoritaire à l'échelon national en témoigne suffisamment. La raison d'être de la création d'une société fédérale européenne ne serait autre que la transformation radicale du système capitaliste. Tel serait l'objectif de la régionalisation. « La crise actuelle constitue la phase historique pouvant engendrer le dépassement du modèle » (p. 41) affirme froidement notre auteur dont le prophétisme se fonde sur la dépression de 1974 pour annoncer le grand bouleversement comme ses pères en dogmatisme n'ont pas manqué de le

faire, lors de chaque crise, depuis bien plus de cent ans. Tous les partis politiques de l'Occident devront aussi disparaître, ajoute-t-il, car ils ne sont pas moins centralisés et bureaucratiques que l'Etat-nation.

Le débat qui suit nous révèle qu'un tel allié est peut-être considéré comme un peu gênant par chacun, le président H. Brugmans excepté. Ce sera l'occasion pour M. de Rougemont de préciser sa pensée, afin d'éliminer toute confusion. Il n'est pas question de détruire l'Etat ou toute espèce d'autorité, malgré tout ce qu'ont écrit là-dessus Marx, Proudhon et les anarchistes. L'Etat est à la fois trop petit (incapable de résoudre les problèmes à l'échelon du continent) et trop grand : il faut le répartir par le fédéralisme et le régionalisme, qui bien entendu se confondent.

Mme Françoise Massart-Pierard procède à une critique claire de la notion de région fonctionnelle en France, définie comme « technique de commandement du gouvernement central utilisée au plan local » (p. 66). Alors que Raimondo Strassoldo nous parle de la systématique de la région, Charles Ricq se livre à une approche d'une problématique et d'une méthodologie spécifique aux régions transfrontalières. B. Poche reprend l'idée de la région en tant qu'institution à créer. Marc Langereau étudie les problèmes institutionnels. Jean-Pierre Buet, président du Groupement des frontaliers Ain - Haute-Savoie, soulève la question des travailleurs frontaliers en Suisse. R. Brique nous parle des rapports entre le Genevois haut-savoyard et Genève, Eugène Stevelberg nous entretient d'Alpazur, Alfred Mozer d'« Euregio » 1975 (dont il est président), le Dr Hans J. Briner de la Regio basiliensis, et J. R. Rabier examine les différences et les différenciations interrégionales dans les attitudes et les comportements du public.

Après quoi il appartiendra au professeur Dusan Sidjanski de présenter un rapport de synthèse, tâche difficile mais que l'auteur remplira à merveille.

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] Centre européen de la culture : *Les Régions transfrontalières de l'Europe* ; Colloque de Genève ; XVe année, n° 1/2 ; Genève, 1975 ; 248 p.

Le Mouvement révolutionnaire mondial à l'étape actuelle [1]

M. O. Kapoustine, auteur de cette publication, porte le titre de « candidat ès sciences historiques ». Il y a tout lieu de penser qu'une carrière sans problèmes s'ouvre devant lui, son orthodoxie étant irréprochable. Les difficultés sont réservées à ceux qui doivent rendre compte d'un tel texte. Rien, ou presque, ne distingue semblable ouvrage de ce qui a été écrit cinq, dix ou même vingt ans auparavant. On cite abondamment Marx et Lénine. Aujourd'hui, on cite encore M. Brejnev, ce qu'on ne pouvait faire, et pour cause, il y a vingt ans. Toutefois, comme M. Brejnev s'inspire scrupuleusement des mêmes sources que ses prédécesseurs, tout se réduit finalement, d'une décennie à l'autre, à remplacer un nom par le suivant.

A l'Est, nous dit-on, le travail accompli est édifiant, exemplaire, prodigieux, exaltant, grandiose. Rien de ce qui est entrepris à l'Ouest ne paraît présenter le moindre intérêt. L'Etat socialiste se doit de marquer toujours davantage sa suprématie sur les deux plans essentiels, économique et militaire. L'aspect économique

n'est jamais séparé de l'aspect militaire. On recherche « le développement *illimité* de la production tant à la ville qu'à la campagne » (p. 126), sans se préoccuper le moins du monde de ce que pourraient en penser « les braillards gauchistes » (p. 181). On ignore tout des événements de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne ou d'ailleurs, et on affirme tranquillement le respect mutuel de la souveraineté nationale, l'entière liberté de chacun, l'unité des intérêts et des objectifs entre Etat, syndicat et ouvriers.

L'ouvrage contient également les quelques contradictions internes qui, répétées depuis des dizaines d'années, finissent par être partie intégrante de l'orthodoxie marxiste. C'est ainsi qu'est évoqué ce canon premier de la doctrine (de Marx) selon lequel « le désir de sauter certaines étapes intermédiaires indispensables au processus historique signifierait l'aventurisme en politique » (p. 154). Il n'en est pas moins rappelé à plusieurs reprises que Lénine « combattait énergiquement ceux qui croyaient que l'implantation du capitalisme dans les colonies est une condition indispensable pour passer au socialisme » (pp. 165, 171). Ou encore, l'auteur insiste comme tous ses maîtres sur la croissance rapide des profits bourgeois en Occident (pp. 84, 92). On sait que pour Marx, le capitalisme était au contraire sournoisement miné par la baisse tendancielle du taux de profit.

Le seul développement, d'ailleurs très bref, qui présente quelque originalité est celui qui se réfère à l'Eglise catholique. Il est souligné que depuis la crise de celle-ci, de larges masses de croyants et des ministres du culte appartenant à diverses catégories de la hiérarchie de l'Eglise, fournissent aux marxistes une aide bienvenue. L'appui de prêtres espagnols et d'évêques brésiliens est mentionné. Les communistes, nous dit l'auteur, doivent être favorables à cette conjugaison des efforts. Une telle alliance est heureuse. Il est bon que les croyants participent activement à la lutte des classes.

Cela ne signifie nullement que les marxistes, eux, sont prêts à modifier en quoi que ce soit leur attitude à l'égard de la religion. De leur côté, aucune concession, si faible soit-elle, n'est envisagée. Simplement, « libérer la conscience des travailleurs croyants du brouillard religieux » (p. 143), affranchir — comme disait Lénine — les masses opprimées du joug de la religion, est un processus historique long et complexe qui interviendra plus tard.

Cela signifie donc que pour M. Kapoustine comme pour chaque responsable à l'Est, il est bon de s'assurer l'appui des croyants en général et des catholiques en particulier pour ruiner les fondements de la société occidentale, après quoi il sera moins difficile de faire disparaître toute trace de foi et de religion. On se souvient que le pape Pie XI n'était pas dupe d'un tel opportunisme, lui qui affirmait dans sa Lettre encyclique du 15 mai 1931, au sujet des marxistes : « Socialisme religieux, socialisme chrétien, sont des contradictions : personne ne peut être en même temps bon catholique et vrai socialiste. » Le petit livre de M. Kapoustine le confirme, s'il en était encore besoin.

FRANÇOIS SCHALLER.

[1] O. Kapoustine : *Le Mouvement révolutionnaire mondial à l'étape actuelle* ; Editions Novosti ; Moscou, 1972 ; 184 p.

Comment tout a commencé. Les origines de l'économie moderne [1]

L'auteur a décrit dans un ouvrage célèbre [2] par quelles transformations sont passées les sociétés occidentales. En dépit du titre il s'agit maintenant d'étudier le « pourquoi », non plus le « comment ». Au cours des âges bien des pays ont relevé leur niveau de vie pour quelque temps, puis sont retombés dans la pauvreté. Pourquoi certains ont-ils réussi à croître pendant deux siècles sans interruption ? Même si aujourd'hui les pays développés plafonnent, personne n'envisage qu'ils recommencent l'Ancien Régime. Pourquoi les changements de la fin du XVIIIe siècle furent-ils définitifs ?

La question posée est plus difficile que la précédente et la réponse apportée cette fois, pour intéressante qu'elle soit, paraît moins convaincante. L'idée d'isoler dans la révolution industrielle un moment critique qu'on appellerait « take-off » a été finalement admise par les historiens de l'économie. Mais l'explication donnée par Rostow de ce « décollage » s'imposera moins facilement, car elle s'ajoute à bien d'autres sans leur être évidemment supérieure. Les manuels consacrés au développement économique, par exemple *La pauvreté des nations* de René Gendarme, analysent aussi bien que Rostow les facteurs de progrès et de blocage des sociétés traditionnelles. Jacques Austruy [3] a illustré le caractère insolite de ce qui s'est passé au XVIIIe siècle. John Hicks [4] a détaillé en théoricien comment une société commerciale peut devenir industrielle. Sans remonter au classique Paul Mantoux [5] qui satisfait encore les plus minutieux des historiens ! De toute façon, le genre d'analyse proposé aujourd'hui par Rostow ne peut convaincre aussi bien que ses propositions précédentes, car tout ce qui évoque un « esprit » de l'histoire éveille notre méfiance.

W.-W. Rostow pouvait prendre le risque, car ses talents sont considérables, aussi marqués dans le nouveau livre que dans les autres. Il rassemble les connaissances et les qualités des politologues, des économistes et des sociologues. C'est aussi un professeur qui présente clairement les arguments et fournit les chiffres utiles à ses démonstrations. Il le faut bien pour trouver des rapports de causalité — d'antécédent à conséquent — entre des phénomènes aussi connexes que le commerce et l'industrie, l'invention et l'entreprise.

Cependant l'exposé n'évite pas toujours l'ambiguïté ni l'imprécision. Nous lisons p. 56 que Colbert influença profondément la politique économique continentale après avoir lu p. 53 que la République hollandaise servit d'exemple essentiel, au cours du XVIIe siècle, aux politiques mercantilistes britannique et française. La relation entre la guerre et l'expansion industrielle reste obscure sur l'exemple le plus connu, celui de l'Angleterre, puisque (p. 180) « sans les guerres (de la Révolution et de l'Empire) l'expansion industrielle aurait été plus rapide », et pourtant les exportations de cotonnades anglaises ont énormément augmenté du fait de la guerre qui a donné à l'Angleterre un monopole de fait pour le commerce extra-européen. L'imprécision apparaît dans la description des sociétés traditionnelles. Elles progressent de temps à autre grâce à divers changements « auxquels la société s'adapte en passant au niveau supérieur » (p. 15). « L'expansion du marché entraîne un accroissement, non une consolidation (?) du capital, c'est-à-dire un progrès technologique substantiel » (?) (p. 24).

Il est plus important d'apprécier la thèse majeure du livre : le take-off résulte de l'action combinée de la politique économique dite mercantiliste, de la révolution commerciale et de la révolution scientifique. Celle-ci représente l'élément décisif, ce qui revient à dire que le changement provient plutôt des conditions de l'offre que de celles de la demande. Rostow ne croit donc ni à la priorité de la modernisation agricole, ni à l'importance d'une large diffusion du pouvoir d'achat, élément de la demande, qui aurait avantagé l'économie anglaise par rapport à la française. Il a sans doute raison sur ce dernier point, en ce sens que l'inégalité des revenus et des fortunes était aussi grande, dans l'Angleterre du XVIIIe siècle, qu'en France à la même époque.

Mais le rejet de l'influence de la demande est discutable. Rostow signale p. 166 « une industrie métallurgique britannique, active, dynamique, orientée pour une part vers les demandes rapidement croissantes des colonies d'Amérique du Nord » et reproduit p. 115 un tableau qui montre l'importance des exportations métallurgiques. Peut-on soutenir en même temps que le niveau global de la demande n'explique pas « les percées technologiques qui définissent la révolution industrielle » (p. 160), c'est-à-dire les inventions des Darby et autres qui s'échelonnent tout au long du XVIIIe siècle ?

La critique du rôle de la révolution commerciale comme antécédent de la révolution industrielle prête aussi à controverse. Paul Mantoux affirmait que les commerçants avaient demandé aux fabricants de leur fournir plus de produits exportables, ce qui avait poussé ceux-ci à innover. Rostow écrit p. 148 : « Pour les textiles, l'industrie du fer et la création d'une machine à vapeur efficace, on observe une concentration du talent inventif qui répond à des stimulations économiques précises... L'importance de l'appât du gain direct est évidente. » Ceci rejoint une autre discussion autour de la maxime : « La nécessité est la mère de l'invention. » Rostow met en doute le lien entre la nécessité (ou le profit) et la recherche scientifique fondamentale (p. 133), mais rapporte la collaboration de Watt et de Boulton, d'où il conclut lui-même que « la demande de l'entrepreneur est capitale pour l'offre de l'inventeur » (p. 155). D'autre part si la révolution scientifique est l'élément décisif de l'industrialisation, pourquoi la croissance économique est-elle aujourd'hui ralentie, alors que nous inventons plus que jamais ?

L'analyse des rapports entre science-invention-innovation est la clef de l'ouvrage. Deux points méritent une attention particulière. L'innovation, c'est-à-dire le transfert à l'atelier de ce qu'on faisait au laboratoire, dépend évidemment de l'esprit d'entreprise et de la capacité de financement. Parmi les composantes de la décision, pourquoi Rostow ne signale-t-il pas le salariat qui accompagne la révolution industrielle aussi fidèlement que l'invention ou le commerce international ? En second lieu Rostow note la place spéciale des « non-conformistes » parmi les inventeurs. Il reprend la thèse d'Ashton, en la complétant par des vérifications récentes, sur le rôle des baptistes, des quakers, des dissidents d'une façon générale dans l'essor des industries nouvelles. Il termine le chapitre là-dessus, ce qui montre bien l'importance qu'il y attache. Il attribue à William Petty le mérite d'avoir souligné le rôle des « hétérodoxes », mais la citation indique que pour Petty, il ne s'agit que du développement commercial, non de l'esprit d'invention : le véritable précurseur d'Ashton est Max Weber, que Rostow ne cite pas.

Il me paraît enfin discutable que « deux structures commencèrent à prendre forme au cours des années de guerre (contre la France) : le cycle commercial et le phénomène des périodes de tendance différente » (p. 181). Est-ce que le premier cycle commercial moderne atteignit son maximum en 1792 ? Jean Lescure ne faisait pas remonter le cycle d'affaires avant 1815. Par contre les tendances longues à la hausse et à la baisse — les phases A et B de Simiand — sont bien antérieures à la Révolution française.

Il est inévitable qu'un historien de l'économie s'interroge sur la révolution industrielle et Rostow était mieux préparé que quiconque à y répondre. Il connaît en détail l'histoire économique, politique et militaire des principaux pays du monde. Il les relie bien les unes aux autres. Nul n'a mieux montré que la politique mercantiliste consistait à s'assurer les moyens de faire la guerre et qu'Adam Smith critiquant le mercantilisme négligeait sa contribution au progrès de certains pays. Que la réponse ne satisfasse pas pleinement ne surprendra personne, car on voit mal comment pondérer des influences de natures diverses et dont certaines sont subtiles, comme la propension à innover. L'ouvrage arrive par ailleurs à point nommé, car nous voyons aujourd'hui que les deux siècles qui viennent de s'écouler sont une exception dans l'histoire. Comme le dit l'auteur dans sa préface, il s'agit désormais de « concilier les impératifs d'équilibre entre l'homme et son milieu physique avec la volonté des derniers venus d'arriver à l'abondance ». La conjonction réalisée à la fin du XVIIIe siècle ne peut pas se reproduire. Mais le tableau qu'en donne Rostow n'a pas seulement le caractère d'une œuvre historique, car il contient aussi une analyse du progrès économique de nature générale. L'engrenage des progrès a été montré de façon exemplaire par la façon dont la révolution industrielle s'est greffée sur la révolution scientifique. Ainsi *Comment tout a commencé* ajoute quelque chose, non seulement à nos connaissances sur l'origine de la révolution industrielle, mais aussi à la théorie de la croissance économique.

JEAN VALARCHÉ.

[1] W.-W. Rostow : *Comment tout a commencé. Les origines de l'économie moderne* ; Paris, Hachette, 1976.

[2] *Les étapes de la croissance économique.*

[3] *Le scandale du développement.*

[4] *Une théorie de l'histoire économique.*

[5] *La révolution industrielle en Grande-Bretagne.*

Sur les méthodes numériques en sciences physiques et économiques [1]

Ce livre, publié simultanément en français et en russe, est le fruit de la collaboration scientifique franco-soviétique en matière d'informatique.

Dans la première partie, G.-I. Marchouk et Yu.-A. Kuznetsov étudient les méthodes itératives en mathématique. Grâce aux calculateurs électroniques, ces méthodes ont acquis aujourd'hui une grande importance. Les principales méthodes itératives de résolution de systèmes linéaires et quelques nouvelles méthodes sont discutées. Les deux auteurs considèrent ensuite les méthodes itératives de fonctionnelles quadratiques.

L'économètre peut trouver dans cette partie le fondement mathématique de méthodes itératives qu'il utilise couramment.

Dans la deuxième partie, A. Bensoussan, J.-L. Lions et R. Temam étudient les méthodes de décomposition, de décentralisation et de coordination dans des problèmes d'optimisation. Ils discutent les propriétés mathématiques du modèle d'équilibre général dans une économie d'échanges, comme exemple d'un problème de décentralisation. Le mathématicien doté d'une bonne imagination peut apprécier ici les applications en économie de certaines méthodes mathématiques. L'économiste mathématicien, à son tour, peut voir dans cette partie le traitement mathématique d'un problème économique. Quelques cas d'optimisation intervenant en théorie du contrôle optimal et en mécanique sont aussi présentés. Les méthodes de décomposition (à un ou plusieurs critères) sont ensuite discutées. Les algorithmes de décomposition sont décrits et leur convergence étudiée.

L'ouvrage se termine par une application de la théorie de la coordinabilité à la solution numérique d'équations aux dérivées partielles.

AURELIO MATTEI.

[1] J.-L. Lions et G.-I. Marchouk : *Sur les méthodes numériques en sciences physiques et économiques* ; Collection Méthodes mathématiques de l'informatique ; Dunod, Paris, 1974.